

# ANNEXE 1

<Entête de la juridiction>



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

## MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

[A030] Le présent mandat a été émis par une autorité judiciaire compétente. Je demande que la personne mentionnée ci-dessous soit arrêtée et remise aux autorités judiciaires aux fins de l'exercice de poursuites pénales ou de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privative de liberté.

a) Renseignements relatifs à l'identité de la personne recherchée :

[A006] Nom :

[A007] Prénom(s) :

[A008] Nom de jeune fille, s'il y a lieu :

[A011] Alias, s'il y a lieu :

[A012] Sexe :

[A013] Nationalité :

[A009] Date de naissance :

[A010] Lieu de naissance :

[A061] Résidence et/ou adresse connue :

[M083] Si connu: la ou les langues que la personne recherchée comprend

[A058] Traits distinctifs/description de la personne recherchée :

[A059 et A060] Photo et empreintes digitales de la personne recherchée, si elles sont disponibles et s'il est possible de les communiquer, ou les coordonnées de la personne à contacter afin d'obtenir ces informations ou un profil A.D.N. (si ces données peuvent être communiquées, mais n'ont pas été incluses)



- 9 PARTICIPATION À UNE ORGANISATION CRIMINELLE
- 9 TERRORISME
- 9 TRAITE DES ÊTRES HUMAINS
- 9 EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS ET PORNOGRAPHIE INFANTILE
- 9 TRAFIC ILLICITE DE STUPÉFIANTS ET DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES
- 9 TRAFIC ILLICITE D'ARMES, DE MUNITIONS ET D'EXPLOSIFS
- 9 CORRUPTION
- 9 FRAUDE, Y COMPRIS LA FRAUDE PORTANT ATTEINTE AUX INTÉRÊTS FINANCIERS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AU SENS DE LA CONVENTION DU 26 JUILLET 1995 RELATIVE À LA PROTECTION DES INTÉRÊTS FINANCIERS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
- 9 BLANCHIMENT DU PRODUIT DU CRIME;
- 9 FAUX MONNAYAGE, Y COMPRIS LA CONTRE FAÇON DE L'EURO ;
- 9 CYBERCRIMINALITÉ;
- 9 CRIMES ET DÉLITS CONTRE L'ENVIRONNEMENT, Y COMPRIS LE TRAFIC ILLICITE D'ESPÈCES ANIMALES MENACÉES ET LE TRAFIC ILLICITE D'ESPÈCES ET D'ESSENCES VÉGÉTALES MENACÉES;
- 9 AIDE À L'ENTRÉE ET AU SÉJOUR IRRÉGULIERS;
- 9 HOMICIDE VOLONTAIRE, COUPS ET BLESSURES GRAVES;
- 9 TRAFIC ILLICITE D'ORGANES ET DE TISSUS HUMAINS;
- 9 ENLÈVEMENT, SÉQUESTRATION ET PRISE D'OTAGE;
- 9 RACISME ET XÉNOPHOBIE ;
- 9 VOLS COMMIS EN BANDE ORGANISÉE OU AVEC ARME ;
- 9 TRAFIC ILLICITE DE BIENS CULTURELS, Y COMPRIS ANTIQUITÉS ET OEUVRES D'ART ;
- 9 ESCROQUERIE ;
- 9 EXTORSION DE FONDS ;
- 9 CONTREFAÇON ET PIRATAGE DE PRODUITS ;
- 9 FALSIFICATION DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET TRAFIC DE FAUX;
- 9 FALSIFICATION DE MOYENS DE PAIEMENT;
- 9 TRAFIC ILLICITE DE SUBSTANCES HORMONALES ET AUTRES FACTEURS DE CROISSANCE ;
- 9 TRAFIC ILLICITE DE MATIÈRES NUCLÉAIRES ET RADIOACTIVES;
- 9 TRAFIC DE VÉHICULES VOLÉS;
- 9 VIOL;
- 9 INCENDIE VOLONTAIRE;
- 9 CRIMES ET DÉLITS RELEVANT DE COMPÉTENCE DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE;
- 9 DÉTOURNEMENT D'AVION/NAVIRE ;
- 9 SABOTAGE.

**II. [A044]** Description complète de l'infraction ou des infractions qui ne relèvent pas des cas visés au point I ci-avant :



f) **[M083]** Autres circonstances pertinentes en l'espèce (informations facultatives)  
(NB : il est possible d'inclure ici des remarques sur l'extra-territorialité, les actes interruptifs de prescription et autres conséquences de l'infraction)

.  
.

g) **[M083]** Le présent mandat se rapporte également à la saisie et à la remise des objets qui peuvent servir de pièces à conviction.

Le présent mandat se rapporte également à la saisie et à la remise des objets acquis par la personne recherchée du fait de l'infraction :

description des objets (et lieu où ils se trouvent) (s'ils sont connus) :

.  
.  
.  
.  
.

h) **[M083]** 9 L'INFRACTION OU LES INFRACTIONS POUR LAQUELLE OU LESQUELLES CE MANDAT A ÉTÉ ÉMIS EST OU SONT PASSIBLES D'UNE PEINE OU MESURE DE SÛRETÉ PRIVATIVE DE LIBERTÉ À CARACTÈRE PERPÉTUEL OU A (ONT) EU POUR EFFET UNE TELLE PEINE OU MESURE :

LE SYSTÈME JURIDIQUE DE L'ÉTAT MEMBRE D'ÉMISSION PRÉVOIT UNE RÉVISION DE LA PEINE INFLIGÉE - SUR DEMANDE OU AU PLUS TARD APRÈS 20 ANS - EN VUE DE LA NON-EXÉCUTION DE CETTE PEINE OU MESURE.

ET/OU

LE SYSTÈME JURIDIQUE FRANÇAIS PRÉVOIT L'APPLICATION DE MESURES DE CLÉMENCE AUXQUELLES LA PERSONNE PEUT PRÉTENDRE EN VERTU DE LA LÉGISLATION EN VUE DE LA NON-EXÉCUTION DE CETTE PEINE.

i) **[A030]** AUTORITÉ JUDICIAIRE QUI A ÉMIS LE MANDAT :

DÉSIGNATION OFFICIELLE DE L'AUTORITÉ JUDICIAIRE:

Nom de son représentant :

.

Fonction (titre) :

.

Référence du dossier :

Adresse :

N° de tél. : (Indicatif du pays) (Indicatif de zone / urbain)(...)

N° de télécopie : (Indicatif du pays) (Indicatif de zone / urbain)(...)

.

E-mail :

Coordonnées de la personne à contacter afin de prendre les dispositions pratiques nécessaires à la remise de la personne :

.

SIGNATURE DE L'AUTORITÉ JUDICIAIRE D'ÉMISSION (PROCUREUR GÉNÉRAL OU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE), OU DE SON REPRÉSENTANT

NOM :

FONCTION (TITRE)

DATE :

CACHET OFFICIEL (S'IL EST DISPONIBLE)